

## **Déclaration du Gouvernement du Lesotho**

### **Mamphono Khaketla, Ministre de l'Éducation**

---

Merci beaucoup.

La volonté politique du Lesotho en faveur de l'éducation ne saurait faire de doute, dans la mesure où le ministère de l'Éducation reçoit la plus grande part du budget de l'État, à raison de 23-25 % par an. Diverses politiques ont déjà été mises en œuvre pour réaliser les ODM. La gratuité de l'enseignement primaire a été introduite en 2000, et nous avons actuellement un taux de scolarisation de 86 %. Nous avons par ailleurs atteint la parité des sexes en 2003, et adopté l'année dernière une loi sur l'éducation qui non seulement établit la gratuité de l'enseignement mais rend aussi obligatoire la scolarisation au niveau de l'enseignement de base, ce qui veut dire que les enfants de 6 à 13 ans doivent aller à l'école. Nous avons également mis en place des bourses pour les orphelins et les enfants vulnérables, car nous avons pu constater que leurs taux de fréquentation scolaire laissaient à désirer. La nouvelle structure de salaires pour les enseignants a été mise en place en 2009 afin de donner de l'attrait à cette profession.

L'une des politiques que nous allons mettre en œuvre l'année prochaine porte sur le développement de la petite enfance, car nous avons constaté qu'un grand nombre de filles arrêtent ou manquent l'école du fait qu'elles doivent s'occuper de leurs petits frères et sœurs. Si donc nous mettons en place des classes d'accueil rattachées aux écoles primaires, cela leur permettra d'amener leurs petits frères et sœurs à l'école.

Nous allons aussi réduire de 14 à 6 le nombre des matières enseignées dans le primaire, car nous avons constaté qu'il y avait beaucoup de redoublements et de déchet scolaire du fait que l'accent n'était pas assez mis sur les bases dans les premières classes. Nous allons aussi procéder en 2012 à la rationalisation des droits de scolarité dans le secondaire, ce qui va

favoriser le passage d'un grand nombre d'élèves du primaire dans le secondaire et permettre à ceux qui n'avaient pas pu entrer dans le secondaire de revenir à l'école ; mais nous allons devoir subventionner ces écoles maintenant qu'elles ont réduit leurs droits pour mettre en œuvre ces nouvelles mesures. Les plus gros problèmes qui se posent à nous maintenant concernent les taux de redoublement, surtout les premières années, et les faibles taux de passage, dus au fait qu'une partie des garçons commencent par aller à l'école mais finissent en grandissant par aller en Afrique du Sud travailler dans les mines ; et les filles, elles, se marient jeunes. Je suis heureux que les Elders soient ici pour nous aider à discuter de la façon de procéder pour avoir des filles et non pas de jeunes mariées à scolariser. Et les filles abandonnent aussi l'école parce qu'elles ont la charge de leurs petits frères et sœurs ou de leurs parents séropositifs, car nous avons une très forte prévalence du VIH/sida au Lesotho.

Pour récapituler, nos intentions pour l'année prochaine sont de créer des centres de la petite enfance rattachés aux écoles primaires, d'accroître nos efforts de formation des enseignants et d'incitation à leur déploiement pour qu'ils puissent aller travailler en milieu rural, et nous voulons ramener le rapport enseignant-élèves de 1 pour 65 actuellement à 1 pour 50 et, à terme, 1 pour 40. J'ajouterai également que nous collaborons très étroitement aujourd'hui avec le Partenariat mondial par le biais d'Irish Aid et de l'UNICEF.